

# Économie et politique des thèses de Thomas Piketty

## II – Une lecture alternative de l’histoire du capitalisme

*Gérard Duménil et Dominique Lévy*

---

LES HAUTS REVENUS DANS LE CAPITALISME MANAGÉRIAL .....	2
Une structure de classe ternaire – une nouvelle classe supérieure .....	3
Les salaires à la conquête des sommets de la pyramide des revenus .....	4
CHOCS ET ORDRES SOCIAUX .....	5
Les configurations changeantes des dominations et alliances de classe .....	6
Les inégalités des salaires d’un ordre social à l’autre .....	8
Les hauts revenus dans le néolibéralisme.....	9
RETOUR DU CAPITAL – RETOUR DES CLASSES SUPÉRIEURES .....	10
Théorie des patrimoines – Théorie du capital .....	11
Le patrimoine immobilier.....	11
Des autres capitaux au capital de production .....	12
Les inégalités des patrimoines.....	14
Le néolibéralisme anglo-saxon : La concentration du contrôle .....	14
LES MÉRITANTS DÉMOCRATES ET SOCIAUX, ET LA CLASSE DES CADRES.....	15



Cet article est la seconde partie de l’étude que nous avons consacrée au livre de Thomas Piketty, *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle*, dont l’objet est l’identification et l’analyse des grands mécanismes d’évolution des économies des pays avancés au cours des trois derniers siècles. Trois groupes de tendances sont analysées dans le livre : 1) la croissance de la taille des patrimoines ; 2) la concentration des patrimoines entre les mains des fractions les plus favorisées de la population ; et 3) les variations plus complexes des inégalités des revenus, en très forte progression dans les pays anglo-saxons depuis les années 1970. Ces tendances furent soumises au triple choc des deux guerres mondiales et de la crise de 1929, qui en perturbèrent profondément le cours ; leur action devint à nouveau perceptible – sous des formes fondamentalement inchangées – à partir des années 1970, marquant le grand « retour du capital » ; toujours à suivre Piketty, ces tendances se poursuivront aussi longtemps qu’un nouveau choc ne viendra pas en suspendre le cours.

Notre premier article (*Actuel Marx* n° 56) donnait d’abord une présentation synthétique de ces thèses, tant au plan empirique qu’à celui des mécanismes explicatifs. Nous y mettions ensuite en doute un aspect important de la construction des données (la brutalité de la rupture dans la mesure des patrimoines en Europe durant la Première Guerre mondiale). Nous exprimions enfin notre désaccord concernant les mécanismes supposés rendre compte de ces tendances prêtées au « capital ».

Il s'agit, dans ce second article, de poursuivre notre analyse critique et, surtout, de proposer une lecture alternative<sup>1</sup>. Nous soutenons qu'il est impossible d'interpréter des processus s'étendant sur trois siècles sans prendre en compte les évolutions des rapports de production et les transformations correspondantes des structures de classe. Depuis le début XX<sup>e</sup> siècle, sont en jeu les dynamiques d'un « capitalisme managérial » et de sa structure de classe ternaire, capitalistes, cadres et classes populaires. Deux conséquences importantes en découlent : 1) Les tendances apparentes au cours des dernières décennies du XX<sup>e</sup> siècle et en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle ne sont pas, purement et simplement, les répliques de celles prévalant avant la Première Guerre mondiale ; et 2) Dans ce que Piketty interprète comme les effets de chocs exogènes (comme les guerres), nous lisons les manifestations de dynamiques internes au mode de production, à savoir les tensions économiques sous-jacentes – manifestes dans des crises – et les luttes de classe. À la récurrence des chocs, nous substituons la succession de configurations particulières des dominations et alliances de classe, rythmant le cours de ce capitalisme managérial dans des « ordres sociaux », dont le dernier en date est le néolibéralisme.

La première section est consacrée à la montée graduelle des caractères managériaux du capitalisme depuis plus d'un siècle. Son expression empirique la plus évidente dans les données de Piketty est la progression des revenus salariaux aux sommets des hiérarchies des revenus, au détriment des revenus du capital. La deuxième section contraste notre vision de la succession des ordres sociaux et la problématique des chocs de Piketty. Nous y montrons que la chaîne des ordres sociaux a profondément marqué, modulé pourrait-on dire, les tendances séculaires. La troisième section met directement en question la thèse du retour du capital. Nous lui opposons un retour des dominations des classes supérieures du capitalisme managérial – capitalistes et cadres – dont la manifestation la plus évidente est la montée des inégalités des revenus dans le néolibéralisme anglo-saxon (aux États-Unis et au Royaume-Uni). La dernière section élargit le débat ouvert dans notre premier article concernant les perspectives politiques.

Cet article et le précédent ne recourent pas explicitement à la modélisation. C'est là l'objet d'une troisième étude<sup>2</sup>.

## LES HAUTS REVENUS DANS LE CAPITALISME MANAGÉRIAL

Quelques précisions sont d'abord apportées concernant le contexte historique et théorique du capitalisme managérial. La section introduit ensuite, plus techniquement, la manifestation la plus évidente de ces dynamiques telles qu'on peut les appréhender dans les données de Piketty, à savoir l'ascension graduelle des salaires vers les hauts revenus où prédominaient les revenus du capital depuis le XIX<sup>e</sup> siècle.

---

<sup>1</sup> Dans ce qui suit, nous ne ferons généralement pas explicitement référence à nos travaux antérieurs. Voir notamment : Duménil Gérard et Lévy Dominique, *The Crisis of Neoliberalism*, Cambridge MA, Harvard University Press, 2011 ; et *La Grande Bifurcation*, Paris, La Découverte, 2014.

<sup>2</sup> Thomas Piketty's Economics: Measuring Wealth and Wealth Inequality (<http://www.jourdan.ens.fr/levy/dle2014h.pdf>).

### *Une structure de classe ternaire – une nouvelle classe supérieure*

Une difficulté considérable dans l'analyse des sociétés sur très longue période est la constante évolution des rapports de production, commandant de véritables mutations. Les modes de production se chevauchent à tel point qu'il est facile de ne pas en percevoir la succession au-delà des hybridités. Les problèmes posés par l'appréhension des rapports de production sous l'Ancien Régime (puisqu'on commence en 1700), notamment les phénomènes de rente, sont considérables. L'analyse serait susceptible de gagner en précision avec le cours du temps, dès lors que se font plus évidents les signes de la montée de l'industrie en parallèle à l'amenuisement de la valeur des terres dans le profil des variables au XIX<sup>e</sup> siècle. Une fois atteints la fin du XIX<sup>e</sup> et le début du XX<sup>e</sup> siècle, le chercheur pourrait penser avoir trouvé un repos bien mérité dans le constat de la maturité du rapport capitaliste. Pourtant, dès les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle, un nouveau processus de transformation acquiert progressivement une importance grandissante : le capitalisme devient un capitalisme managérial dont le signe distinctif est la montée de la nouvelle classe, celle des cadres. La structure de classe se complexifie ; le profil du changement technique s'en trouve profondément modifié ; même au sommet des hiérarchies, les salaires se sont lancés à la conquête des revenus, plus spécifiquement les hauts salaires à la conquête des hauts revenus.

Aux États-Unis, la montée des caractères managériaux des rapports de production fut préparée à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> par la survenue de trois révolutions des institutions de la propriété capitaliste : les révolutions des sociétés (*corporate revolution*), des institutions financières (avec la formation des grandes banques des Morgan, Rockefeller, etc.), et de la gestion (*managerial revolution*). Les tâches réalisées par les propriétaires furent massivement déléguées à des cadres salariés. Ces transformations, le produit d'évolutions structurelles antérieures, furent finalement précipitées par la première « grande dépression », celle des années 1890. Les crises structurelles sont ainsi les accoucheuses de l'histoire.

Un trait fondamental de ce capitalisme managérial est sa structure de classe tripolaire – les capitalistes, les cadres et les classes populaires d'ouvriers et d'employés – sachant qu'on inclut parmi les cadres, les hauts fonctionnaires (les cadres des administrations, les professeurs d'université...), ainsi que les membres des professions libérales (médecins, avocats, etc.) pour lesquels l'« expertise cadrisme » est vendue sur le marché, hors du salariat. Ces nouveaux rapports de production d'« encadrement » et ces structures de classe se généralisèrent dans le monde, sans qu'on puisse affirmer que les États-Unis aient tout inventé. Ces sociétés sont fortement organisées, qu'il s'agisse des entreprises privées ou des administrations.

Nous appelons « hypothèse cadrisme » la proposition que ces dynamiques préfigurent la venue d'un nouveau mode de production au-delà du capitalisme, un managérialisme ou « cadrisme »<sup>3</sup>, dont la classe supérieure serait celle des cadres. Nous voyons dans cette hypothèse l'interprétation la plus conséquente de la montée – elle-même indiscutable – des caractères managériaux au sein du capitalisme actuel. La métamorphose du mode de

---

<sup>3</sup> L'inconvénient de l'épithète « managérial » est que l'expression « *managerial capitalism* » a été utilisée aux États-Unis en référence au capitalisme de l'après-Seconde Guerre mondiale (dans l'esprit de la « technostructure » de John Kenneth Galbraith), alors que nous employons l'expression pour désigner le capitalisme des XX<sup>e</sup> et XXI<sup>e</sup> siècles, postérieurement à la révolution managériale (la révolution de la gestion) du début du XX<sup>e</sup> siècle. C'est pourquoi, nous préférons le vocable « capito-cadrisme ».

production s'opère graduellement du capitalisme au managérialisme, ce qui définit l'hybridité propre au capitalisme managérial, et la position de classe de la nouvelle classe s'en trouve peu à peu transformée, de classe moyenne en nouvelle classe supérieure.

Comme nous le faisons, Piketty, qui n'entre pourtant jamais explicitement dans ces problématiques, identifie sans ambiguïté les salariés du 10 % supérieur des hiérarchies salariales aux cadres. Allant même, de manière implicite, dans le sens d'une interprétation de classe, il souligne à quel point la position sociale des cadres est reproduite socialement, transmise des parents aux enfants (p. 668 et la section *Méritocratie et oligarchie à l'université*, pp. 777-782). Nous n'entrerons pas ici dans l'analyse de la relation réciproque entre l'exercice du pouvoir et la « compétence », et de leur reproduction sociale conjointe.

### *Les salaires à la conquête des sommets de la pyramide des revenus*

Les manifestations de ces dynamiques sont très évidentes dans les données. La tendance à la progression des salaires relativement aux revenus de la propriété (dividendes, intérêts et loyers) au sommet des hiérarchies sociales domine toutes les autres dans les données depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle. Elle exprime au mieux la montée des caractères managériaux depuis un siècle.

Dans cette analyse, on distinguera trois fractiles supérieurs parmi l'ensemble des familles des États-Unis classées selon leurs niveaux de revenus totaux. Les parenthèses indiquent le nombre de familles dans chaque fractile et le revenu minimal (y compris les gains en capitaux réalisés) pour appartenir au groupe, en milliers de familles et milliers de dollars :

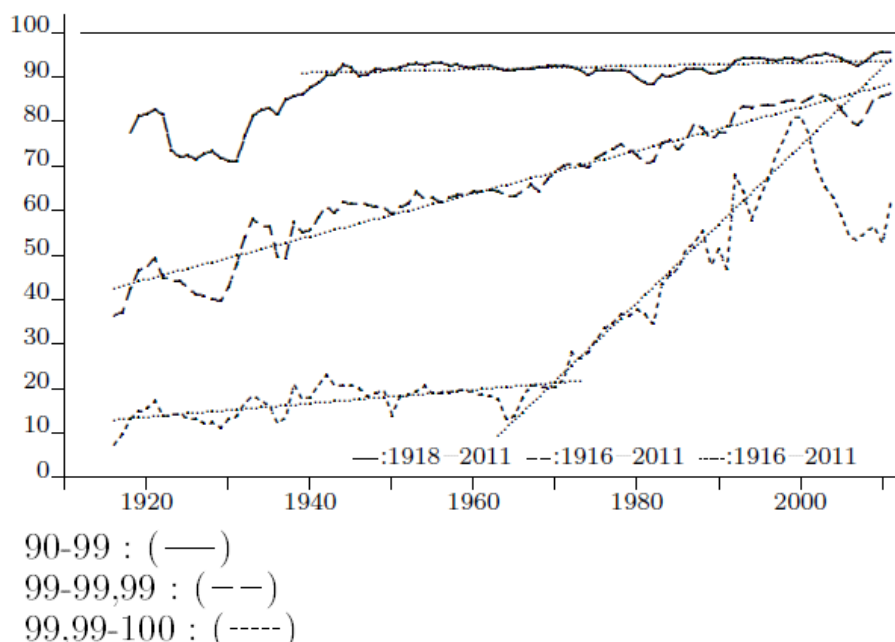
- 1) le fractile 99,99-100, soit le 0,01 % ou le 1/10.000<sup>e</sup> supérieur (16 mille de familles – 10 256 mille dollars) ;
- 2) le fractile 99-99,99, soit le 1 % supérieur amputé du précédent (1 591 – 394) ;
- 3) le fractile 90-99, soit le 10 % supérieur amputé des deux précédents (14 461 – 114).

La variable à la Figure 6 est le rapport des salaires à la somme des salaires et des revenus du patrimoine (dividendes, intérêts et loyers) au sein de chaque fractile (ce calcul permet de faire abstraction de la diminution graduelle des revenus du secteur des producteurs indépendants) :

- 1) Commenant par le plus grand fractile, le 90-99, on voit que la part des salaires dans la somme des deux catégories de revenus de ce groupe atteint environ 90 % pendant la Seconde Guerre mondiale. On observe ensuite une légère tendance à la hausse. La dernière observation, en 2010, montre qu'un pourcentage de 94 % fut atteint. On remarquera qu'aucune tendance à la baisse n'est apparente au cours des dernières décennies (qui témoignerait d'une hausse relative des revenus du capital pour ce groupe).
- 2) La tendance séculaire de la part des salaires du fractile intermédiaire, le 99-99,99, est l'expression directe de la conquête des hauts revenus par les cadres au sein du capitalisme managérial.
- 3) L'ascension apparente pour le troisième fractile est également frappante. À la fin de la période, au cours des années 2000, les salaires représentaient environ les deux tiers de la somme. Deux autres traits spécifiques doivent être signalés. En premier, lieu la cassure dans la tendance historique ; en second lieu, la grande fluctuation au cours des

deux dernières décennies. Nous discuterons ces deux traits à la fin de la section suivante consacrée aux ordres sociaux.

*Figure 6 – Rapport des salaires à la somme des salaires et des revenus du patrimoine au sein des fractiles, 90-99, 99-99,99 et 99,99-100 supérieurs des revenus (%) : États-Unis*



Sur cette figure, les revenus du patrimoine sont mesurés sans tenir compte des gains en capitaux réalisés (car ils introduisent des fluctuations excessives).

Toutes les séries utilisées dans cet article proviennent des travaux de Piketty. Afin d'assurer la continuité avec notre premier article, la numérotation des figures commence ici à 6.

Les différences de nomenclature compliquent les comparaisons internationales, mais la composition des revenus au sein des mêmes fractiles n'est pas très différente en France. En fin de période, les salaires représentaient dans ce pays 65 % des revenus des deux types au sein du 1 % supérieur (auxquels on pourrait ajouter les revenus des professions libérales).

Ces observations illustrent au mieux la thèse centrale de cette section : les cadres sont apparus à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle comme une nouvelle classe moyenne entre capitalistes et classes populaires et n'ont jamais cessé de gravir les échelons vers leur position de nouvelle classe supérieure. Comme on peut s'en douter, les superpositions avec les classes capitalistes sont de plus en plus importantes dans les familles du haut des hiérarchies sociales où se combinent les deux types de déterminations, mais le salaire remplace graduellement les revenus du patrimoine. On a pu percevoir les effets de ce changement du rapport de force aussi bien dans la période d'euphorie qui précéda la crise de 2001, que dans la crise de 2008 – constatant que, dans les deux cas, les hauts salaires furent privilégiés par rapport aux dividendes.

## CHOCS ET ORDRES SOCIAUX

La lecture générale de l'histoire à laquelle se livre Piketty est dominée par la mécanique économique des tendances macroéconomiques du « capital », dans sa terminologie,

soumise à une grappe de chocs. On lit par exemple : « les Trente Glorieuses européennes et japonaises étaient en réalité la conséquence presque mécanique des chocs des années 1914-1945 » (p. 529). Des événements politiques sont également évoqués, mais ils surgissent de manière orthogonale. À cette problématique, nous substituons celle des « ordres sociaux », se distinguant par les dominations et alliances de classe maintenues au cours de périodes de quelques décennies.

### *Les configurations changeantes des dominations et alliances de classe*

Nos recherches antérieures nous ont conduits à distinguer trois ordres sociaux dans l'histoire du capitalisme managérial (depuis le début du XX<sup>e</sup> siècle) : 1) la première hégémonie de la « Finance » (les fractions supérieures des classes capitalistes et leurs institutions financières) jusqu'à la crise de 1929 ; 2) le compromis de l'après-Seconde Guerre mondiale, ou « compromis social-démocrate », jusqu'à la crise des années 1970 ; et 3) la seconde hégémonie financière dans le néolibéralisme. Dans les deux hégémonies financières, une alliance sociale de fait fut scellée entre capitalistes et cadres, une alliance à droite ; dans le compromis de l'après-guerre, l'alliance unissait les cadres et les classes populaires, sous l'hégémonie des cadres, une alliance à gauche.

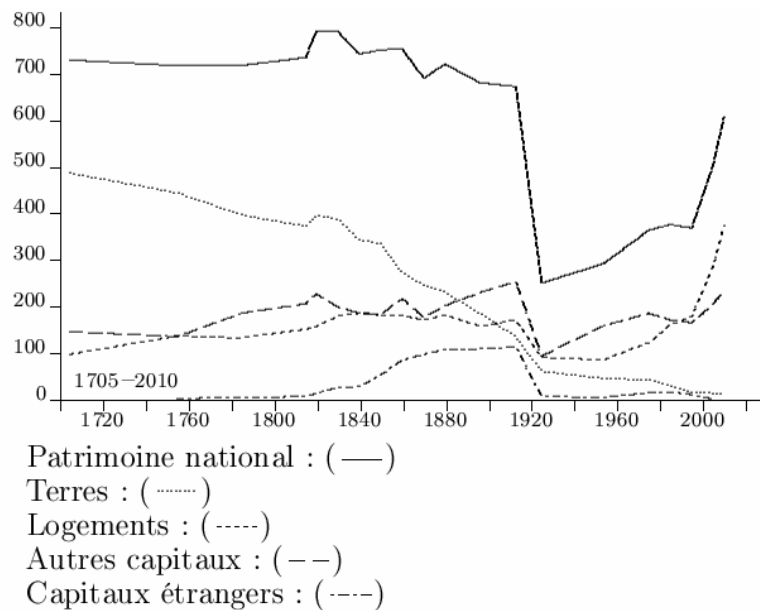
Piketty insiste beaucoup sur le très grand choc qu'aurait représenté la Première Guerre mondiale en Europe, à l'opposé des États-Unis. On peut prendre connaissance à ce propos des profils des diverses composantes des patrimoines à la Figure 7 pour la France : 1) Au cours de ces années, la valeur des *terres* poursuivit sa décroissance relative ; 2) Le contrôle des loyers peut expliquer la baisse de la composante *logements* ; 3) Notre premier article a directement mis en doute l'ampleur de la chute des *autres capitaux* dont une composante importante est le capital des entreprises<sup>4</sup> ; 4) Une chute importante intervint concernant les *capitaux étrangers* (l'équivalent d'une année de revenu national fut perdu).

---

*Figure 7 – Le patrimoine national et ses quatre composantes (% du revenu national) : France*

---

<sup>4</sup> La dette publique ne fut pas dévalorisée, et elle n'est, de toute façon, pas en jeu ici puisque les patrimoines considérés sont la somme des patrimoines publics et privés.



Dans les représentations de Piketty, les différentes composantes sont graduellement cumulées selon un certain ordre, jusqu'au total. Cette figure décrit chaque composante de manière autonome et le total. Le revenu national sert à normer les variables, tenant compte de la croissance économique et de la variation des prix, ce qui équivaut à mesurer les patrimoines en années de revenu.

La manière dont nous avons caractérisé la « première hégémonie financière » nous a été dictée par notre étude de la société des États-Unis (avec la très forte rupture survenue à la transition des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles dans les trois révolutions mentionnées plus haut). Son application à l'Europe nécessiterait d'importants ajustements, compte tenu des spécificités historiques propres à ce continent et des différences importantes entre pays. On notera cependant que l'aspect le mieux établi de cette chute, la diminution des *capitaux étrangers*, n'est pas de la nature d'un changement d'ordre social, mais d'une rupture dans la conduite des dominations impérialistes européennes.

Même si ce concept lui est étranger, Piketty connaît bien de nombreux traits de l'ordre social de l'après-Seconde Guerre mondiale : la « fiscalité confiscatoire » aux États-Unis, les nationalisations en France, le grand effacement de la dette publique par l'inflation combinée à la croissance après la guerre, le blocage de certains loyers, le progrès des protections sociales, etc. Pourtant, il ne prend jamais en compte les modalités très particulières de gestion des entreprises, propres aux premières décennies de l'après-guerre ; il en va de même des mesures financières prises pendant le New Deal (par exemple la séparation des banques d'affaires et des banques de dépôt ou la limitation réglementaire des taux d'intérêt).

Les caractères spécifiques de la période postérieure à la crise de 1929 et la guerre se sont prolongés durant plusieurs décennies. Cohérent avec sa problématique des chocs, Piketty tend à en imputer la durabilité aux effets de la panne brutale de la transmission des patrimoines par héritage (Ch. 11). Il ne fait pas de doute que les enfants de parents des classes supérieures, dont les patrimoines avaient été entamés par la crise de 1929 et la fiscalité confiscatoire, reçurent des héritages diminués après la guerre, mais les caractères des premières décennies de l'après-guerre n'ont pas été déterminés par ce seul choc originel, notamment cette fiscalité s'est poursuivie jusqu'aux années 1980 (Figure 14.2 de Piketty). Les nouveaux modes de gestion et les nouvelles politiques (notamment les mesures héritées du *New Deal*) se sont prolongées jusqu'au néolibéralisme. À nos yeux, cette période fut un ordre

social s'étendant de la crise de 1929 (du *New Deal* et du Front populaire) aux années 1970, que nous imputons à un processus de lutte de classe, compte tenu de la confrontation du capitalisme à ses contradictions internes (manifestes dans la crise de 1929, la guerre et la formation des pays se réclamant du socialisme).

Un scénario symétrique à ce changement d'ordre social se produisit à la fin des années 1970 avec l'établissement du néolibéralisme, lui-même le résultat d'une lutte de classe où les classes capitalistes, en alliance avec les cadres, parvinrent à modifier la configuration des dominations de classe à leur avantage. Dans l'analyse de Piketty, ce bouleversement des dynamiques apparaît également, quoique très secondairement, sous le vocable « révolution conservatrice<sup>5</sup> ». En Europe, explique Piketty, où la mise à l'écart du capital avait été la plus forte, le néolibéralisme fut perçu comme un retour du capitalisme (même aujourd'hui, « on se demande encore quand le mauvais génie capitaliste va retourner dans sa bouteille », pp. 556-7). Les divergences de vues portent ici sur la nature et l'importance de cette (contre)-révolution, ainsi que ses causes. Nous ne saurions suivre Piketty, lorsqu'il affirme que la révolution conservatrice fut largement le résultat d'une prise de conscience de la perte graduelle de leur hégémonie par les vieux pays (p. 559). De même, Piketty voit dans l'exigence de hauts taux de rendement dans le néolibéralisme une conséquence de la mondialisation : il faut rémunérer les capitaux pour les retenir dans la concurrence internationale – une curieuse inversion des causalités, puisque, à nos yeux, la libre mobilité internationale des capitaux fut un des leviers de la reconquête néolibérale (amorcée très tôt).

### *Les inégalités des salaires d'un ordre social à l'autre*

Notre thèse est que la distinction des ordres sociaux donne les clefs de l'interprétation du profil des inégalités. Dans cette étude, il faut distinguer les inégalités des revenus et des patrimoines. Cette section discute l'impact des changements d'ordres sociaux sur les inégalités d'une composante des revenus, les salaires<sup>6</sup>. Nous traiterons plus bas des inégalités des patrimoines en relation au phénomène que Piketty désigne comme le « retour du capital ».

Dans la hausse des inégalités des salaires dans le néolibéralisme anglo-saxon, c'est la progression relative des salaires des classes supérieures (le 10% supérieur) par rapport au reste de la population qui est le principal enjeu, et secondairement les inégalités des salaires au sein des catégories supérieures des salariés :

- 1) Après être resté constant pendant le compromis de l'après-guerre, l'écart entre les salaires des 10 % supérieurs et ceux du restant de la population (le 90 %) s'est accru de manière considérable aux États-Unis (et au Royaume Uni) au cours du néolibéralisme. De la même manière, après avoir crû fortement, le pouvoir d'achat moyen de la grande masse des salariés connut une quasi-stagnation dans ce pays depuis les années 1970s, alors que celui du 10 % continuait sa progression sur la lancée de l'après-guerre.
- 2) Le second groupe d'observations a trait aux hiérarchies salariales internes au 10 % (principalement les cadres). De l'examen de divers fractiles composant ce groupe aux

---

<sup>5</sup> pp. 76, 164, 221, 529 et 827.

<sup>6</sup> Dans cette analyse nous laissons de côté les revenus des travailleurs indépendants, dont la diminution historique reflète le progrès de la grande économie.



États-Unis, il ressort plusieurs caractéristiques importantes : a) la part du salaire total reçue par le 9 %, à l'exception du 1 % supérieur, progressa modérément entre la Seconde Guerre mondiale et le néolibéralisme ; b) la part du 1 % stagnait alors, ou régressait légèrement ; c) une ouverture spectaculaire de la hiérarchie s'est produite à partir des années 1970 – dès avant le néolibéralisme – avec une explosion de la part relative du 0,01 % qui s'est prolongée au cours des décennies néolibérales, comme le suggérait déjà la Figure 6 ; d) cette ascension culmina avant la crise de 2001, précédant une régression partielle

Ces traits font directement échos aux natures distinctes des ordres sociaux :

- 1) la croissance assez parallèle des revenus et pouvoirs d'achat des cadres et des classes populaires dans le compromis de l'après-guerre, en tandem avec la modération des hiérarchies internes à la classe elle-même ;
- 2) la diminution de la part des salaires des 90 % des salariés du bas des hiérarchies et la stagnation de leur pouvoir d'achat dans le néolibéralisme.
- 3) le « décollage » des très hauts salaires dans les années 1970, un des premiers symptômes de la fin du compromis social de l'après-guerre ;
- 4) une tendance poursuivie jusqu'à ce que des niveaux insoutenables soient atteints à la fin des années 1990 (qui furent une des causes de la crise de 2001).

Comment expliquer cette ascension des hauts salaires et la dilatation des écarts ? Plus on monte dans les hiérarchies, plus on se rapproche de ce que nous appelons l'« interface propriété-gestion », où les représentants des propriétaires et les cadres supérieurs interagissent. C'est là que s'affirme le pouvoir de négociation des ces cadres concernant leurs rémunérations<sup>7</sup>.

La comparaison des États-Unis avec la France montre que les deux caractères – la hausse de la part des hauts salaires au sein des très hauts revenus et la croissance des inégalités – sont étroitement associés. Les deux tendances prévalurent aux États-Unis depuis les années 1970-1980, alors qu'en France, ni l'une ni l'autre ne sont observables.

### *Les hauts revenus dans le néolibéralisme*

La Figure 3 a bien montré la formidable hausse des inégalités des revenus (salaires et revenus du patrimoine) dans les pays du néolibéralisme anglo-saxon. Les fluctuations apparentes à la Figure 6 dans le partage entre les salaires et les revenus du patrimoine au sein des très hauts revenus, le 0,01 %, brouille quelque peu l'interprétation des tendances au cours des deux dernières décennies (l'envolée puis le fléchissement de la part des salaires). Mais on retiendra l'image d'une forme de stabilisation du partage. Ainsi, au-delà de la tendance managériale séculaire, les deux types de revenus (très hauts salaires et revenus du capital) naviguent-ils désormais de conserve et à vive allure, faisant écho aux fondements de classe du nouveau compromis au sommet. Il faut souligner cependant que cette appréciation des situations des deux classes dans le tandem gagnant, capitalistes-cadres, est subordonnée à

---

<sup>7</sup> Piketty juge « naïve » l'interprétation de ces hautes rémunérations en termes de « productivité individuelle » (p. 525). C'est bien le moins. Voir également la discussion montrant qu'au sein des très hauts salaires, les hiérarchies ne peuvent pas être interprétées en termes de diplômes (p. 497) ou qu'elles ont peu de rapports avec les performances des entreprises (p. 531).

l'hypothèse que l'évasion fiscale ne masque qu'une fraction modérée des revenus et des patrimoines aux sommets – ce dont nous sommes loin d'être convaincus<sup>8</sup>.

Bien que les inégalités des salaires en France n'aient que peu emboîté le pas de leurs homologues anglo-saxons, on voit s'affirmer une sensible remontée des revenus du capital au sein des hauts revenus, notamment des dividendes, manifestant les tendances propres au néolibéralisme. Ce mouvement ne fut, apparemment, pas suffisant pour entraîner la hausse des inégalités de revenus si l'on en croit la Figure 3. Ce constat souligne encore, s'il était nécessaire, l'extraordinaire prépondérance des hauts salaires dans la hausse des inégalités de revenus.

La conclusion générale de cette analyse est que, au-delà de la progression relative des revenus salariaux aux sommets, le néolibéralisme a également entraîné à la hausse les revenus du capital. C'était là un de ses premiers objectifs de classe. Toute la difficulté est ici d'appréhender ce grand retour des forces proprement capitalistes dans le néolibéralisme, qui se joua sur la toile de fond de l'évolution des rapports de production propre au capitalisme managérial. Ce mélange est le résultat d'une stratégie de reconquête (ou de sauvegarde) de la part des classes capitalistes dans le néolibéralisme et de fusion des classes aux sommets dans ce « capitalisme managérial néolibéral » — une configuration spécifiquement anglo-saxonne.

#### RETOUR DU CAPITAL – RETOUR DES CLASSES SUPÉRIEURES

Un thème central du *Capital au XXI<sup>e</sup> siècle* est le « retour du capital », et c'est en ces termes que la thèse générale est le plus souvent résumée dans les nombreux comptes-rendus du livre. Deux aspects sont en jeu. En premier lieu et au sens strict, on voit que la valeur des patrimoines rapportée au revenu national s'est accrue au cours des dernières décennies, ce qui, dans la logique de Piketty, serait un signe d'enrichissement des détenteurs de capital. La notion de « retour » laisse, en effet, entendre que ce mouvement a été précédé d'une diminution temporaire. C'est là le sens des courbes en U, représentations schématiques d'une diminution amorcée lors de la Première Guerre mondiale, puis des bas niveaux de l'après-Seconde Guerre mondiale et, enfin, de la remontée au cours des dernières décennies (Figure 7). Sachant que la richesse n'est pas également répartie dans la population, ce retour du capital tend à être intuitivement associé à la remontée des inégalités de patrimoines et, même par extension, des revenus, ce qui définirait la seconde facette de ce rétablissement : le capitalisme retrouverait sa vraie nature, engendrant des inégalités croissantes après quelques décennies de suspension.

Cette section aborde individuellement les composantes impliquées dans le retour du capital ; en fait, seulement les *logements* et les *autres capitaux*, car les *terres agricoles* sont depuis longtemps disqualifiées et les *capitaux étrangers nets* sont faibles. Restera alors à examiner la manifestation potentielle de la croissance des patrimoines en accroissement des inégalités de patrimoines, dont nous avons écarté l'étude à la section précédente. Nous soutiendrons finalement la thèse alternative à celle de Piketty d'un « retour » conjoint des classes supérieures, les capitalistes et les cadres, compte tenu de la métamorphose des

---

<sup>8</sup> Cette question est discutée en relation à la richesse des nations (p. 747). Voir Zucman, G. *La Richesse cachée des nations*, Le Seuil-La République des idées, Paris, 2013.

rapports de production, et supporté par la configuration de la nouvelle alliance de classe au sommet.

### *Théorie des patrimoines – Théorie du capital*

En préalable à cette analyse, il faut souligner l'existence d'un désaccord théorique important. Nous rejetons la référence à une théorie unique susceptible de rendre compte des dynamiques des différentes composantes des patrimoines, d'autant moins encore, sur trois siècles. Est ici en question la grande loi d'accumulation des patrimoines de Piketty,  $\beta=s/g$ , qui lie le rapport du patrimoine national au revenu national,  $\beta$ , au taux d'épargne,  $s$ , et au taux de croissance,  $g$ , dont nous avons fait la critique dans notre premier article, en tant que théorie générale d'accumulation des patrimoines.

On ne saurait prétendre faire surgir les dynamiques séculaires du mode de production capitaliste sans partir du capital productif – le « capital » tel qu'on l'entend le plus généralement dans sa relation à la production – puis avancer vers d'autres composantes des patrimoines (la terre, les logements...) <sup>9</sup>. Piketty ne procède pas ainsi par élargissement progressif d'un cœur définissant la nature des rapports de production – le capital et les revenus (salaires et profits), les formes que prennent ces revenus dans le capitalisme, les prix des ressources qui dérivent de la capitalisation de certains de ces revenus (rentes, loyers...), les titres (actions, obligations...) qui s'établissent comme supports des propriétés, les tendances du mode de production, etc. – mais par extension abusive du modèle d'accumulation de l'épargne. Le titre lui-même, *Le « Capital » au XXI<sup>e</sup> siècle*, entretient cette ambiguïté, car c'est du capital dont il serait fait le moins explicitement mention dans le livre s'il ne servait pas de substitut à « patrimoine ».

### *Le patrimoine immobilier*

Dans les données de Piketty, la croissance du patrimoine immobilier est un phénomène européen, surtout décrit pour le Royaume-Uni et la France. En 2010, ce patrimoine, en forte ascension, représentait 61 % du patrimoine total dans ce dernier pays (Figure 7). Le principal commentaire que nous ayons à faire à cet égard est que le cadre de Piketty est incapable d'expliquer cette hausse. Sa théorie de la détermination de la valeur d'un patrimoine par accumulation de l'épargne (plus des effets prix qui permettent d'expliquer les fluctuations) ne peut pas être appliquée à des ressources non-renouvelables comme la terre, dans l'agriculture ou le logement, dont la variation des prix (comme le logement dans les grandes villes) est gouvernée davantage par la rente foncière que par celui de la construction.

Nous pensons qu'il n'y a pas d'autre option que de reconnaître notre incapacité à rendre compte des variations enregistrées par un modèle théorique simple, au-delà du constat de la montée des prix du terrain à bâtir. Il est, d'ailleurs, difficile de concevoir comment l'augmentation du prix des logements pourrait être dû à la faiblesse de la croissance économique (un  $g$  faible dans  $\beta=s/g$ ), et cela d'autant plus que Piketty explique la lenteur de la croissance économique par celle de la croissance démographique (qui devrait atténuer la hausse de la demande de logements).

---

<sup>9</sup> Thomas Piketty's Economics, op. cit., note 2.

### *Des autres capitaux au capital de production*

Concernant les *autres capitaux*, nous avons montré dans notre premier article qu'aux États-Unis le profil observé reproduisait essentiellement celui du rapport du capital fixe des entreprises au revenu national. On continuera à faire abstraction de la variation des prix des actions, supposés refléter la valeur des entreprises (contrairement aux logements, cette simplification est ici davantage recevable, sachant que le coefficient  $q$  de Tobin, qui rapporte le prix des actions à la bourse à la valeur comptable des entreprises, fluctue plus ou moins autour de 1 à très long terme).

Une difficulté particulière, propre à l'analyse des *autres capitaux*, est que le revenu national, utilisé pour normer toutes les variables, est égal à la production. Cette normalisation est problématique car le stock de capital fixe et la production ne peuvent pas être considérés comme deux variables indépendantes. La raison en est que le capital fixe sert à produire. On saisit directement le sens de cette relation en remarquant que le rapport des deux variables n'est autre que l'inverse de la productivité du capital, un paramètre qui décrit la technique de production (qu'il faut toujours concevoir comme une « techno-organisation » incluant les formes institutionnelles de l'organisation et de la gestion)<sup>10</sup>.

Le profil séculaire de la productivité du capital aux États-Unis nous est familier : sa hausse depuis la Première Guerre mondiale jusqu'aux années 1960, puis sa baisse (différée aux États-Unis pendant les années 1990 par le boom des nouvelles technologies, et ensuite réaffirmée). Nous voyons dans la montée initiale le gain d'efficacité engendré par la révolution managériale et, dans la nouvelle diminution, la réaffirmation d'une tendance fondamentale du capitalisme, où les progrès de la productivité du travail sont « payés » par le recours à des capitaux coûteux<sup>11</sup>.

Ainsi, croyant donner une mesure d'un patrimoine normé par le revenu, Piketty décrit une caractéristique de la technique de production, qu'il interprète en termes d'enrichissement ou d'appauvrissement des propriétaires. En fait, l'interprétation de la hausse des *autres capitaux* comme un « retour du capital » est davantage qu'une illusion, c'est une inversion. La baisse relative des capitaux fixes par rapport à la production dans les premières décennies de l'après-Seconde Guerre mondiale a signifié une augmentation de la production réalisable sur la base d'un stock de capital donné, c'est-à-dire une tendance favorable aux propriétaires, et non leur appauvrissement ; il en va symétriquement concernant la hausse du rapport (une baisse de la production possible sur la base d'un stock de capital donné) à partir des années 1970, qui fut l'expression de l'épuisement d'une trajectoire de changement technique

---

<sup>10</sup> Nous exprimons la productivité (apparente) du capital comme le rapport de la production au stock de capital, les deux variables étant mesurées en termes nominaux.

<sup>11</sup> C'est là que la relation avec la théorie des tendances de la technique et de la répartition de Marx est la plus étroite (voir la section *Retour à Marx et à la baisse tendancielle du taux de profit*, p. 360 ; voir également p. 25). Piketty décrit sa manière de comprendre le cadre analytique de Marx. Sa principale critique porte sur l'absence de la notion de « croissance structurelle », portée par la progression de la productivité du travail (qu'il lie à une théorie structurelle de la suraccumulation du capital qu'il prête à Marx). Cette interprétation est évidemment insoutenable. Il faut relier cette discussion à celle menée à la section suivante du livre concernant la controverse des « deux Cambridge », car les deux discussions se rejoignent. Piketty semble ignorer les rouages de la hausse de la composition du capital chez Marx, qui sous-tendent la « loi de l'accumulation capitaliste » à la fin du Livre I et l'étude des tendances au Livre III du *Capital*.

favorable et du retour aux mécanismes apparents durant les dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle, qui n'ont rien d'un enrichissement. Ce raisonnement pourrait être étendu aux deux pays européens, mais les données de Piketty paraissent insuffisamment fiables. La confusion atteint son comble quand ces mouvements patrimoniaux sont imputés à ce que nous appelons les ordres sociaux (voir l'encadré).

*Les fausses évidences du Capital au XXI<sup>e</sup> siècle :  
les patrimoines et les chocs politiques*

On trouve, au début livre, le résumé suivant :

[1] Pour résumer : les chocs du « premier XX<sup>e</sup> siècle » (1914-1945) – à savoir, la Première Guerre mondiale, la révolution bolchevique de 1917, la crise de 1929, la Seconde Guerre mondiale, et les nouvelles politiques de régulation, de taxation et de contrôle public du capital issues de ces bouleversements – ont conduit à des niveaux historiquement bas pour les capitaux privés dans les années 1950-1960. Le mouvement de reconstitution des patrimoines se met en place très vite, puis s'accélère avec la révolution conservatrice anglo-saxonne de 1979-1980, l'effondrement du bloc soviétique en 1989-1990, la globalisation financière et la dérégulation des années 1990-2000, événements qui marquent un tournant politique allant en sens inverse du tournant précédent, et qui permettent aux capitaux privés de retrouver au début des années 2010, malgré la crise ouverte en 2007-2008, une prospérité patrimoniale inconnue depuis 1913. Tout n'est pas négatif dans cette évolution et dans ce processus de reconstitution des patrimoines, qui est en partie naturel et souhaitable (p. 76).

Dans un article consacré à l'héritage, Piketty écrit :

[2] En effet, les chocs politiques et militaires de 1914-1945 engendrèrent une vague sans précédent de politiques anticapitalistes, qui eurent un impact sur la richesse privée beaucoup plus grand que les guerres elles-mêmes<sup>12</sup>.

Ces extraits résument au mieux la portée de nos désaccords. Le raisonnement ci-dessus pourrait s'appliquer, par exemple, au contrôle des loyers, mais la liste des mesures dans le premier extrait et la généralité de la formulation du second montrent que le champ considéré est nettement plus vaste. Au-delà de la confusion entre les logiques d'enrichissement-appauvrissement et les modalités du changement technique qu'on a décrites, le premier extrait ci-dessus révèle que Piketty impute à contresens la variation de ces patrimoines aux caractères de ce que nous appelons les ordres sociaux. Cette analyse a tous les dehors de l'évidence puisqu'un ordre social défavorable au capital (comme dans l'après-guerre) est associé à une valeur relative faible du capital (appauvrissement), et un ordre social favorable au capital (comme le néolibéralisme) est associé à une valeur relative élevée du capital (enrichissement). Mais elle est fautive.

---

<sup>12</sup> Piketty Thomas, On the Long-Run Evolution of Inheritance: France 1820-2050, *The Quarterly Journal of Economics*, Vol. CXXVI, #3, 1071-1131, p. 1095.

### *Les inégalités des patrimoines*

Piketty associe la hausse du patrimoine national et sa concentration entre les mains de fractions privilégiées de la population. On se posera donc naturellement la question : Le retour supposé du capital a-t-il entraîné la remontée des inégalités des patrimoines (indirectement celle des revenus correspondants) ?

Une remarque préalable est que la première tendance historique à la hausse des inégalités des patrimoines de 1700 à 1914 (Figure 2) mériterait d'être discutée sérieusement, compte tenu de la précarité des données. Elle signifie que la société de l'Ancien Régime était moins inégalitaire que la société en voie d'industrialisation de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ou du début du XX<sup>e</sup>, ce qui est loin d'être évident.

La concentration des patrimoines aux États-Unis et en France Parts du patrimoine des fractiles les plus élevés dans le patrimoine total (%)				
	États-Unis		France	
	90-100	99-100	90-100	99-100
1960	67 %	31 %	70 %	32 %
2010	72 %	34 %	62 %	24 %

Le tableau ci-dessus rappelle les observations de la Figure 2 concernant l'éventuelle remontée de la part des patrimoines nationaux détenus par deux fractiles supérieurs, 90-100 et 99-100 (les 10 % et les 1 % les plus riches) entre 1960 et 2010 (dans les données de Piketty, l'année 1960 marqua un minimum de la concentration des patrimoines aux États-Unis). Ces données montrent que, de nos jours, l'augmentation de la concentration des patrimoines est encore faible aux États-Unis, et qu'en France, les pourcentages en 2010 sont encore inférieurs à ceux de 1960. La différence entre les deux pays s'explique sans doute par la hausse des inégalités des revenus aux États-Unis, encore faibles en France. On voit donc que la forte hausse de la valeur des logements en France (le grand retour des patrimoines, l'effet de la hausse de la rente foncière urbaine) n'a pas engendré de progression des inégalités des patrimoines mais, paradoxalement, une baisse. Il en va corrélativement de même de la part représentée par les loyers dans les revenus des fractiles supérieurs dans ce pays depuis 1990 (stabilisée à 6% pour tout le haut des hiérarchies) malgré la forte hausse de la part totale des loyers dans le revenu national depuis 1950 (Figure 6.7 de Piketty).

La faiblesse de la remontée aux États-Unis et la baisse observée en France doivent être reliées au phénomène, que décrit Piketty, de formation d'une « classe moyenne patrimoniale » (p. 550). Les classes moyennes, qui se situent dans l'échelle des revenus entre le 10% et le 50%, parviennent désormais à accumuler des patrimoines (notamment la propriété du logement acheté par le crédit hypothécaire). Quand on rapporte les patrimoines des fractiles supérieurs au total, la part acquise par ces patrimoines intermédiaires diminue les degrés de la concentration.

### *Le néolibéralisme anglo-saxon : La concentration du contrôle*

Nous avons soutenu que deux rapports de production sont désormais impliqués dans l'analyse des sociétés contemporaines, ceux qu'expriment la propriété capitaliste (la propriété proprement dite des moyens de production) et le rapport d'encadrement (le contrôle de ces moyens). Sur la base de cette propriété-contrôle des moyens de production, s'est établi dans le

néolibéralisme anglo-saxon un rapport de coopération entre les classes supérieures, d'une extraordinaire efficacité concernant l'imposition des hiérarchies de classe. Des caractères institutionnels et politiques particuliers sont ici en jeu, où se combinent alliance au sommet et domination vis-à-vis du reste de la population dans un environnement capito-cadrisme, ainsi que la faiblesse comparative des luttes de classe.

La hausse des inégalités des revenus dans les pays du néolibéralisme anglo-saxon n'en est pas le seul caractère distinctif. Les tâches associées à la gestion du capital y sont assurées par les institutions financières au sein d'un gigantesque système mondial d'interrelations ; les réseaux de la haute gestion (les hauts cadres directement impliqués dans la gestion des entreprises non financières et qui peuvent siéger dans plusieurs conseils d'administration) ont été dissous afin de renforcer le pouvoir des représentants des propriétaires (une catégorie de hauts cadres financiers). La structure institutionnelle est typiquement capitaliste, et c'est pourquoi nous associons les grandes institutions financières aux classes capitalistes dans le concept de Finance. Les intérêts des grands actionnaires sont servis au mieux, et le pouvoir des hauts cadres, notamment ceux des grandes institutions financières, est au plus haut. Le caractère distinctif fondamental du néolibéralisme anglo-saxon est, cependant, la formidable concentration du contrôle dans une structure institutionnelle simultanément capitaliste et managériale<sup>13</sup>. Le « décollage » des salaires les plus élevés et l'ouverture de la hiérarchie des cadres dans ces pays sont des traits supplémentaires, qui correspondent de manière guère surprenante à ces caractères institutionnels. Un tel cadre institutionnel n'a jamais été véritablement établi en Europe continentale, pour des raisons que nous avons tenté d'analyser ailleurs.

Il faut enfin signaler que l'épithète « anglo-saxon » souligne bien la nature impérialiste du dispositif, car ces institutions sont effectivement centrées sur les États-Unis, et le Royaume-Uni joue le rôle de courroie de transmission.

#### LES MÉRITANTS DÉMOCRATES ET SOCIAUX, ET LA CLASSE DES CADRES

Dans la conclusion de notre premier article, nous avons souligné les aspects progressistes des perspectives politiques sur lesquelles s'ouvre *Le Capital au XXI<sup>e</sup> siècle*. L'horizon est celui d'une société méritocratique. La propriété capitaliste des moyens de production (surtout la plus passive, celle des « rentiers ») en est l'antithèse, et c'est pourquoi Piketty s'attache à en dénoncer le retour derrière celui du capital<sup>14</sup>. Et cette méritocratie est aussi sociale, à l'opposé des tendances qui prévalent aujourd'hui et c'est déjà beaucoup. La tâche des méritocrates, s'ils accédaient au pouvoir, serait immense. Ils devraient mettre un terme à la tendance fondamentale, que Piketty impute au capitalisme, à faire ressurgir les inégalités des revenus, l'accumulation de la richesse et sa concentration depuis les années 1970. Ils devraient, plus généralement, s'assurer la maîtrise du rapport de propriété capitaliste et imposer une dynamique de progrès. Mais les ambiguïtés sont considérables, tant au plan des rapports de production que des structures de classe. Quelle est la nature sociale de cette société méritocratique ? Est-elle un « au-delà » du capitalisme, ou un capitalisme modéré ? Demeurerait-elle une société de classe ?

---

<sup>13</sup> Voir le chapitre 7 de *La Grande Bifurcation*.

<sup>14</sup> Jamais catégoriquement, cependant, comme le montre la dernière phrase du premier extrait de l'encadré.

Nous voyons dans la méritocratie une nouvelle société de classe, un managérialisme ou cadrisme, ce qui change considérablement l'appréciation de ses vertus potentielles. Les savoir-faire et les compétences sont aussi des instruments de domination et d'exploitation ; la poursuite du progrès social vers l'émancipation des classes populaires n'en est pas une inclination naturelle, plutôt l'inverse ; la démocratie n'échapperait aux manipulations que dans une société sans classe. On peut aisément poursuivre plus avant. Et si la propension à faire croître les inégalités des revenus dans le néolibéralisme anglo-saxon était, davantage qu'une perversion spécifiquement capitaliste, une inclination sociale propre aux méritants-cadres du haut des hiérarchies – à des degrés divers, à tous les méritants-cadres – et appelée à se généraliser ?

Le concept d'ordre social fait cruellement défaut au *Capital au XXI<sup>e</sup> siècle*. Les méritants-cadres sont déjà aujourd'hui au centre de l'échiquier politique ; les alliances de classe sont établies au sommet des structures de classe dans le néolibéralisme, à droite ; alors que dans l'ordre social de l'après-Seconde Guerre mondiale, sous l'effet du mouvement ouvrier et des contradictions du capitalisme, elles avaient basculé à gauche. Outre la reconnaissance nécessaire de la nature de classe de la méritocratie-cadrisme, comment sortir de ces ambiguïtés sans mettre au centre du débat le fait qu'elle peut être de droite ou de gauche ?

Tel est l'horizon du *Capital au XXI<sup>e</sup> siècle*. Seules sont repérées et critiquées les dynamiques capitalistes, les altérations temporaires étant l'effet de chocs ; ces dynamiques commandent l'avenir. *Exit* la mutation des rapports de production ; *exit* la position de classe des méritants-cadres ; *exit* les luttes de classe. Devrait un jour advenir la société méritocratique et sociale, car ce serait une « bonne » alternative à un capitalisme toujours prêt à renaître de ses cendres (de ses décombres).

On comprendra peut-être mieux, ce qui sépare notre horizon politique de celui de Piketty malgré les évidentes convergences concernant l'implication des cadres, comme le soulignait notre premier article. Nous voyons dans un nouveau compromis à gauche un passage nécessaire, au sein duquel les dynamiques de progrès ne pourront émaner que du débrouillage d'un écheveau d'intérêts en partie convergents mais aussi contradictoires, dont l'issue est incertaine. La nouvelle société ne serait pas un « don » des méritants aux classes populaires ; l'ultime horizon politique d'une telle entreprise, même couronnée de succès, resterait borné par sa nature de classe.